

ÉDITO

Erdogan réélu confortablement, quelle sera sa politique étrangère ?

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand Besancenot est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

Erdogan réélu confortablement, quelle sera sa politique étrangère ?

En Europe, aux États-Unis, en Russie, en Syrie, dans le Golfe... La Turquie n'était pas la seule à être suspendue à l'inconnue du second tour de son élection présidentielle, dimanche. Certes, peu de suspense entourait le nom du vainqueur, puisque le président sortant, Recep Tayyip Erdogan, avait déjà déjoué les pronostics au premier tour en remportant 49,52 % des voix, contre 44,88 % pour son rival social-démocrate Kemal Kılıçdaroglu.

Mais au-delà de la réélection attendue du reïs, l'enjeu de connaître l'avance qu'il obtiendrait sur son adversaire s'avérait important. À l'échelle domestique, mais aussi en matière de politique étrangère. Car un Erdogan affaibli ou enhardi pouvait infléchir différemment les relations extérieures de la Turquie, sortie début 2021 de l'isolement que lui avaient valu ses velléités expansionnistes en Syrie, en Libye, en Méditerranée orientale, dans le Caucase ou encore en Asie centrale, provoquant notamment l'ire de ses alliés de l'OTAN. Désormais, le pays peut se targuer d'avoir noué des alliances stratégiques avec diverses puis-

sances, jouant l'équilibriste dans le conflit entre Moscou et les Occidentaux, ainsi que d'avoir rétabli ses relations avec l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Israël ou encore l'Égypte, guidé avant tout par une vision pragmatique. Arrivé sans surprise en tête du scrutin, le président sortant a obtenu 52,16 % des suffrages contre 47,84 % pour Kemal Kılıçdaroglu, selon des résultats quasi définitifs. Il semble que le vote pour Erdogan n'ait pas beaucoup changé par rapport aux élections précédentes. Dans ce contexte, on peut s'attendre à ce qu'il poursuive sa politique étrangère actuelle, notent la plupart des observateurs.

Entre Moscou et les Occidentaux

En réalité, si M. Erdogan poursuivra probablement sur sa lancée, les nécessités économiques du pays joueront certainement un rôle dans ses

choix de politique étrangère. Le 25 mai dernier, il avait déclaré que les États du Golfe avaient récemment envoyé des fonds à la Turquie pour soulager la Banque Centrale et les marchés, à l'heure où le pays est plongé dans une spirale inflationniste dont le président sortant tente de sortir en ordonnant régulièrement de baisser les taux d'intérêt. « Après les élections de dimanche, vous verrez comment ces dirigeants viendront ici et comment je leur rendrai visite pour leur montrer ma gratitude », avait-il déclaré lors d'une interview à CNN, fort des rapprochements de ces derniers mois. Premier leader du Golfe à avoir félicité M. Erdogan après sa victoire, l'émir du Qatar, le cheikh Tamim ben Hamad al-Thani, a été suivi par le président émirati, Mohammad ben Zayed al-Nahyane, dit MBZ, ainsi que par le roi d'Arabie saoudite et le prince héritier Mohammad ben Salmane, dit MBS.

Au cours des dernières années, plusieurs accords d'échange de devises ont été conclus entre





Ankara et les Émirats arabes unis ou le Qatar et il est fort probable que ces accords se poursuivent et s'étendent. Mais aux yeux des observateurs, la principale inconnue en politique étrangère réside dans le positionnement de la Turquie dans la confrontation entre Moscou et les Occidentaux dans la guerre en Ukraine. Menant un exercice d'équilibriste depuis la fin février 2022, Ankara s'est positionné comme un médiateur incontournable sur le dossier ukrainien, fort de ses relations avec les deux parties. Ainsi, s'il soutient militairement Kiev à qui il fournit ses redoutables drones Bayraktar TB2, le pays poursuit parallèlement sa coopération économique avec la Russie.

La Turquie continuera de commercer avec Moscou, offrant à Poutine et à l'économie russe un accès aux marchés internationaux et une destination de vacances pour les oligarques proches du chef du Kremlin sur la Riviera turque. Un jeu qui pourrait s'avérer périlleux si la pression exercée par l'Union européenne et les États-Unis sur les sanctions s'accroît, ce à quoi nous pouvons nous attendre. Avec l'UE, on peut s'attendre à l'avenir à des relations transactionnelles qui se concentreront d'abord sur l'immigration et l'énergie, car ce sont là les priorités en Europe.

Le chantage aux F-16, exemple de la politique extérieure d'Erdogan

Membre de l'OTAN, Ankara a certes joué le jeu de l'Alliance en lui donnant des gages sur la question ukrainienne, fermant par exemple les détroits du Bosphore et des Dardanelles à la marine russe au début de la guerre. Mais la Turquie semble avant tout suivre son propre agenda. Réclamant des concessions portant notamment sur le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) – classé terroriste par Ankara –, le pays refuse encore de lever son veto à la candidature de la Suède à l'OTAN, après avoir

accepté celle de la Finlande en mars dernier. Un refus que M. Erdogan pourrait être tenté de mettre en jeu contre l'avancée des négociations sur l'acquisition turque d'avions de combat américains F-16, après avoir été exclu du programme F-35 par l'administration Trump pour son achat du système de défense aérienne russe S-400.

Le président turc pourrait jouer la Russie contre les États-Unis afin d'obtenir ce qu'il désire. La priorité pour lui est d'acheter les F-16 et d'obtenir une réunion au sommet avec Joe Biden. Erdogan demandera probablement à lui rendre visite aux États-Unis avant le début de la campagne électorale américaine, l'avalisant en tant que nouveau sultan-président turc.

Dans un post Twitter largement repris par les médias, le président américain a félicité son homologue turc, exprimant sa hâte de « continuer à collaborer en tant qu'alliés de l'OTAN sur des questions bilatérales et des défis mondiaux partagés », dans une référence à peine voilée à la Suède. De son côté, Poutine a déclaré à Erdogan que sa victoire était « une preuve évidente du soutien du peuple turc à vos efforts pour renforcer la souveraineté de l'État et mener une politique étrangère indépendante ».

Pourparlers syro-turcs

Dernières inconnues : l'attitude d'Ankara vis-à-vis du Caire, d'une part, et du régime de Bachar el-Assad, d'autre part. Le président syrien a fait son retour dans le giron arabe, acté par sa présence au dernier sommet de la Ligue arabe à Djeddah, en Arabie saoudite, le 19 mai dernier. Tandis que Damas et Ankara ont ouvert depuis plusieurs mois un canal de discussion vers une éventuelle normalisation des relations, les deux parties se montrent pour le moment intransigeantes.

Aux yeux du pouvoir syrien, la Turquie doit avant tout se retirer des régions du Nord syrien où elle parraine des forces rebelles opposées au régime. De son côté, le réis exige que Damas combatte les « organisations terroristes » à sa frontière, en allusion aux Unités de protection du peuple (YPG), principale composante des Forces démocratiques syriennes (FDS) à dominante kurde, alliées des États-Unis dans leur lutte contre le groupe État islamique. Les pourparlers syro-turcs entamés avant le scrutin devraient se poursuivre.

En outre, le rapprochement entre Ankara et Le Caire devrait être scruté de près, tandis que les deux puissances ont mis fin à leur différend faisant suite à l'arrivée au pouvoir du président égyptien Abdel Fattah el-Sissi qui tient les Frères musulmans – soutenus par la Turquie – pour une bête noire. Début 2021, les deux pays organisaient ainsi leurs premières réunions diplomatiques. Après que leurs présidents s'étaient échangé leur première poignée de main au Qatar en marge de l'ouverture de la Coupe du monde de football à l'automne 2022, le ministre des Affaires étrangères égyptien, Sameh Choukri, s'était rendu, après le séisme dévastateur du 6 février dernier, à Adana, dans le sud de la Turquie, en vue de rencontrer son homologue turc, Mevlut Cavusoglu. Dimanche, le porte-parole de la présidence égyptienne indiquait que M. Sissi avait envoyé un message de félicitations à Recep Tayyip Erdogan.

La réélection d'Erdogan signifie la poursuite d'une politique étrangère de jeu d'équilibre dans la région, et de bons offices, avec pour objectif d'obtenir une assistance financière – notamment des pays du Golfe – afin de tenter de porter remède aux problèmes économiques de la Turquie. Il reste à voir si cette politique équilibrée réussira devant la réalité mouvante du Moyen Orient, qui comporte encore beaucoup d'incertitudes ●

REGARD D'EXPERT

« It's the debt, stupid »

Par Philippe Reclus



Philippe Reclus, associé senior chez ESL, a été directeur adjoint de la rédaction du Figaro. Il a créé et dirigé la fondation Croissance Responsable, émanation de Croissance Plus, abritée par l'Institut de France. Il anime un séminaire à l'École Polytechnique consacré à « L'entreprise et ses stakeholders ».

La dernière fois, c'était en 2005, il y a 18 ans. Confronté au risque d'emballement de la dette publique, le gouvernement de Villepin chargeait, dans un grand exercice de pédagogie collective, la commission Pébereau (du nom du président de BNP Paribas), de lancer une « opération-vérité » sur l'endettement de la France et d'esquisser une trajectoire pour revenir à l'équilibre. De Jacques Chirac à l'Élysée à Thierry Breton et jusqu'au ministère des Finances, tout le monde était convaincu qu'en tapant fort, le sujet finirait par devenir une grande cause nationale. La décre de la dette a bien été engagée, mais a été brutalement interrompue par la crise financière de 2008. Et l'intention d'installer le thème de la dette au rang de débat national serein et documenté a fait elle aussi long feu.

Comme un mauvais remake, le sujet se rappelle ces jours-ci avec la pression qui n'a cessé de monter dans l'attente du verdict de l'agence Standard and Poor's, qui doit publier sa décision vendredi 2 juin.

A la différence près que les ordres de grandeur ont sensiblement changé. A la fin 2005, la dette publique française totalisait un peu plus de 1 100 milliards d'euros (multipliée par cinq depuis 1980) et un service de la dette de 40 milliards. En 2023, la France traîne une dette proche de 3 000 milliards (précisément 2 950 milliards) d'euros, soit 111,6 % du produit intérieur brut. La France va emprunter cette année un record de 270 milliards d'euros sur les marchés. La charge de la dette devrait frôler 52 milliards d'euros, constituant le deuxième poste des dépenses derrière l'Éducation nationale.

Paradoxalement, comparé à 2005, il est bien difficile d'apercevoir, hormis quelques voix isolées, un début de prise de conscience collective du sujet, encore moins une volonté de le prendre à bras le corps. Et ce en dépit des signaux d'alerte qui s'allument ailleurs. La montée de fièvre aux États-

Unis provoquée par le bras de fer autour de la dette fédérale (31 381 milliards de dollars) aurait pu être un révélateur utile. En Europe, un peu plus tôt, le précédent de Lizz Truss au Royaume Uni, sévèrement taclée par les marchés financiers pour avoir tenté d'imposer un stimulus fiscal jugé inapproprié, paraît déjà oublié.

En France, plutôt que de sensibilisation collective, c'est d'indifférence qu'il faut parler, si l'on considère l'absence de débat de ces derniers mois. La fébrilité du gouvernement ces derniers jours tentant, tout en serrant les dents, de démontrer que la trajectoire des finances publiques est sous contrôle, est bien tardive. Après tout, le « quoi qu'il en coûte » déclenché lors de la crise du Covid puis les chèques signés pour affronter l'inflation (300 milliards d'euros déversés dans l'économie entre 2020 et 2023) ont démontré que l'on peut vivre avec la dette. Le peu d'impact de la dégradation de la note française par l'agence Fitch fin avril, vu l'écart limité de taux d'intérêt des emprunts d'État entre la France et l'Allemagne, venait démentir les Cassandra qui noircissent le tableau.

Gauche, droite, patronat et syndicats, ministres et élus poussent soigneusement le sujet sous le tapis. L'argument de la dette pour justifier la réforme des retraites n'est même pas utilisé, contrairement à 2010, où il avait servi à expliquer le recul de l'âge de départ à 62 ans. Il est vrai qu'au regard du mur d'investissement à engager dans les services publics, la défense, l'école, la transition écologique... qui se dresse devant nous d'ici à 2027, les fruits de la réforme des retraites seront loin de suffire pour atteindre les objectifs que la France s'est fixée.

Les arguments pour expliquer cette indifférence sont autant de fausses bonnes raisons. Que l'inflation permette de contenir les effets de la dette par simple effet arithmétique, c'est entendu. Le ratio de la dette publique rapportée au PIB a été ramené de 112,9 %, en 2021, à 111,6 % en 2022. Le PIB, qui figure au dénominateur, est gonflé par l'inflation, alors que la dette, au numérateur, ne l'est pas. Que la dette française soit aux mains d'un noyau d'investisseurs stables, d'accord. La part de la dette détenue par ces investisseurs, banques centrales, fonds souverains étrangers – qui conservent leurs obligations jusqu'à l'échéance – a très fortement progressé. Cela limite le risque de mou-

vements massifs sur ses taux. Simplement, c'est oublier que les codes ont changé. Tant que nous pouvions rembourser la dette en se réendettant à moindre coût, la France pouvait être insouciant et gagnante. Or, l'environnement financier est bouleversé par la remontée des taux. Un relèvement d'un point de pourcentage des taux des emprunts à dix ans de 2,5 % à 3,5 % représente un surcoût pour les finances publiques de 2,4 milliards d'euros en 2023, de 6 milliards en 2024 et de 9 milliards en 2025. On imagine le scénario noir auquel personne ne veut penser : une croissance trop faible, des recettes fiscales moindres, une envolée des déficits, des chocs structurels comme le changement climatique et le vieillissement. Tout cela aboutirait à voir le service de la dette atteindre 100 milliards à la fin du quinquennat.



C'est d'une pédagogie en amont dont nous avons besoin plutôt que de simples piqûres de rappel administrées dans l'urgence et sans suite. Pour faire comprendre les priorités, il faut relancer l'idée de distinguer la bonne dette qui finance les investissements (éducation, santé, justice, défense) de la mauvaise dette qui couvre les dépenses courantes. Pour identifier et faire accepter les gisements d'économies potentielles, il faut appréhender les subventions aux énergies fossiles, aides aux entreprises, formation professionnelle, masse salariale des collectivités locales, logement.

Rien aujourd'hui ne menace plus la souveraineté de la France que son niveau record d'endettement. Ce dernier fait entièrement dépendre le sort du pays du bon vouloir de ses créanciers. Au sein de l'Union européenne, cet affaiblissement a un coût politique exorbitant, en particulier dans nos rapports avec l'Allemagne. Que ce soit sur la politique industrielle, de défense, ou l'énergie, Berlin ne manque jamais une occasion de remettre le partenaire français à sa place.

La posture du « business as usual » est devenue difficilement tenable ●



REGARD D'EXPERT

Are We Already in A New Cold War?

Publié par The Ambassador Partnership le 1er Juin 2023
(Ambassador Partnership)

Par Zhou Bo



Zhou Bo is a retired senior colonel of the People's Liberation Army before (PLA) and a senior fellow of the Centre for International Security and Strategy at Tsinghua University.

ESL & Network et Antidox sont heureux d'avoir convenu un partenariat avec The Ambassador Partnership, cabinet de conseil britannique réputé et composé d'anciens ambassadeurs spécialistes de la résolution de conflits et experts en risques politiques (www.ambassadorllp.com).

The enthusiasm of international relations pundits for talking about whether we have entered into another cold war is not surprising. It is like guessing the sex of a baby to be born. One has a 50% chance of being right. Not bad at all! The problem is that we shall only be able conclude it's a cold war when the prospect of an all-out war has eventually disappeared.

Predicting the future is a difficult business. But, presumably, three things will shape how the first half of the 21st century looks: the war in Ukraine, China-US competition in the Indo-Pacific and the rise of the "Rest" in contrast to the decline of the West in a changing world order.

Although no one knows how long the war in the heartland of Europe will last, no war lasts forever. The worst outcome would be for President Putin to decide to use a tactical nuclear weapon as a game-changer, while the best outcome would be an armistice, which no one likes. Ukraine can only fight on with the seamless and endless support of the West; this is not a sure thing if the war turns out to be one of attrition. Russia has failed to make obvious gains, but it can sustain the

war given its advantages in manpower, military industry and an economy that is not substantively crippled by the war.

It seems probable that a new « Berlin Wall » will eventually appear in Ukraine. This will change Europe's security architecture. Europe will have to live with a Russia that is much weakened but far more dangerous. It will be more dangerous precisely because it is much weakened, but still has the largest nuclear arsenal in the world.

The war in Ukraine will most certainly accelerate geopolitical and geoeconomic shifts from the West to the East. The Biden administration had hoped to put Russia policy on a « stable and predictable » footing in order to focus on China, which it perceives as a long-term threat. But the war has undoubtedly distracted America's attention and syphoned off resources. Cynically speaking, if there is consensus - the only consensus - between Beijing and Washington to avoid a conflict, then probably we are already in a new cold war. What makes this new cold war different, though, is that this is a rivalry between two giants, rather than two blocs. Washington could not lead an anti-China alliance and Beijing could not lead the Global South against America. All countries will deal with China and the US carefully, with pragmatism, making choices on specific issues, rather than blindly picking sides.

Much has been said about Taiwan becoming the next Ukraine. But a war in the Taiwan Strait is not inevitable so long as Beijing believes peaceful reunification is still possible. So far, Beijing has not lost patience. This is reflected in its defense budget which is still lower than 2 percent of its GDP, as it has been for decades. It is also reflected in the PLA's second military exercise around Taiwan, in April. Unlike the first one, which involved live firing of weapons, after US House Speaker Nancy Pelosi's 2022 visit to Taiwan, Bei-



jing's April response was more calculated and measured, with only simulated attacks. Whatever the outcome of the Ukraine war, two trends are likely to continue: the shrinking influence of the West and the further rise of the Rest. According to a Freedom House poll the western democracies have been in steady decline for 17 years. In contrast, countries are queuing to join the Shanghai Cooperation Agreement and the BRICS. Talk of trading with local currencies instead of American dollars is getting louder.

Should the world be afraid of China? This is the first question I was asked by Die Zeit in a recent interview. If the same question is asked of someone from a Global South country, I guess the answer, like mine, will be « no ». The major difference between Chinese and western involvements in the Global South is that China acts and delivers without moralizing. If there is a competition to win over third parties, the US-led West is very much losing to China, especially in Africa and Latin America.

At the Munich Security Conference this year, China and Russia were put on one side and the West on the other side, to mark a democracy-autocracy cleavage. Such a simplistic black and white picture is not how the world looks. Even if both Beijing and Moscow talk about a multipolar world, their world views are subtly different. Beijing is

the largest beneficiary of the globalization that depends on the existing international order; Moscow resents that order and considers itself a victim of it. As its relations with Washington grow steadily worse, Beijing has at least maintained a plausible relationship with the West; this appears to be impossible for Moscow now.

But when China and the West talk about the international order, are they talking about the same thing? The prevailing idea in the West is that the international order after World War II is a West-led "liberal international order". This is narcissism. Although many rules, regimes and even institutions such as the IMF, the World Bank and GATT/WTO were designed and built by the West after World War II, they are primarily found in the economic field and cannot define a whole system. The international order should include, among other features, different religions, cultures, customs, national identities and social systems. And it must address globalization, climate change, pandemics and nuclear proliferation, to name but a few.

It remains to be seen whether China can surpass the United States to become the largest economy in the world by 2030. This won't matter much economically in that any difference will be marginal. But it will have a psychological impact. The world will perceive a new dawn to have arrived. This will not be a Pax Sinica. Rather, it will be a

return to common sense: nations rise and fall. The only « city upon a hill » is the empty temple of the Parthenon ●

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.